

Cameroun

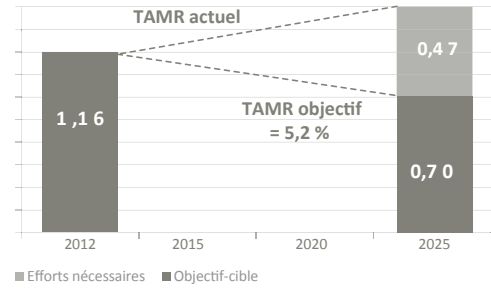
Date d'adhésion :
Février 2013

Faits marquants

- Le réseau du secteur privé a été lancé lors du Business Forum de la nutrition de mai 2014 et contribue à la mise à l'échelle des interventions spécifiques et sensibles.
- Le réseau de parlementaires pour la lutte contre la malnutrition est très actif. Un Plan d'action de ce réseau a été élaboré pour 2015.
- Un Comité Interministériel de lutte contre la malnutrition est fonctionnel dans les 4 régions les plus touchées par le fléau. La présidence de cet organe de coordination et d'orientation stratégique est assurée par le Ministre Secrétaire Général des Services du Premier Ministre.

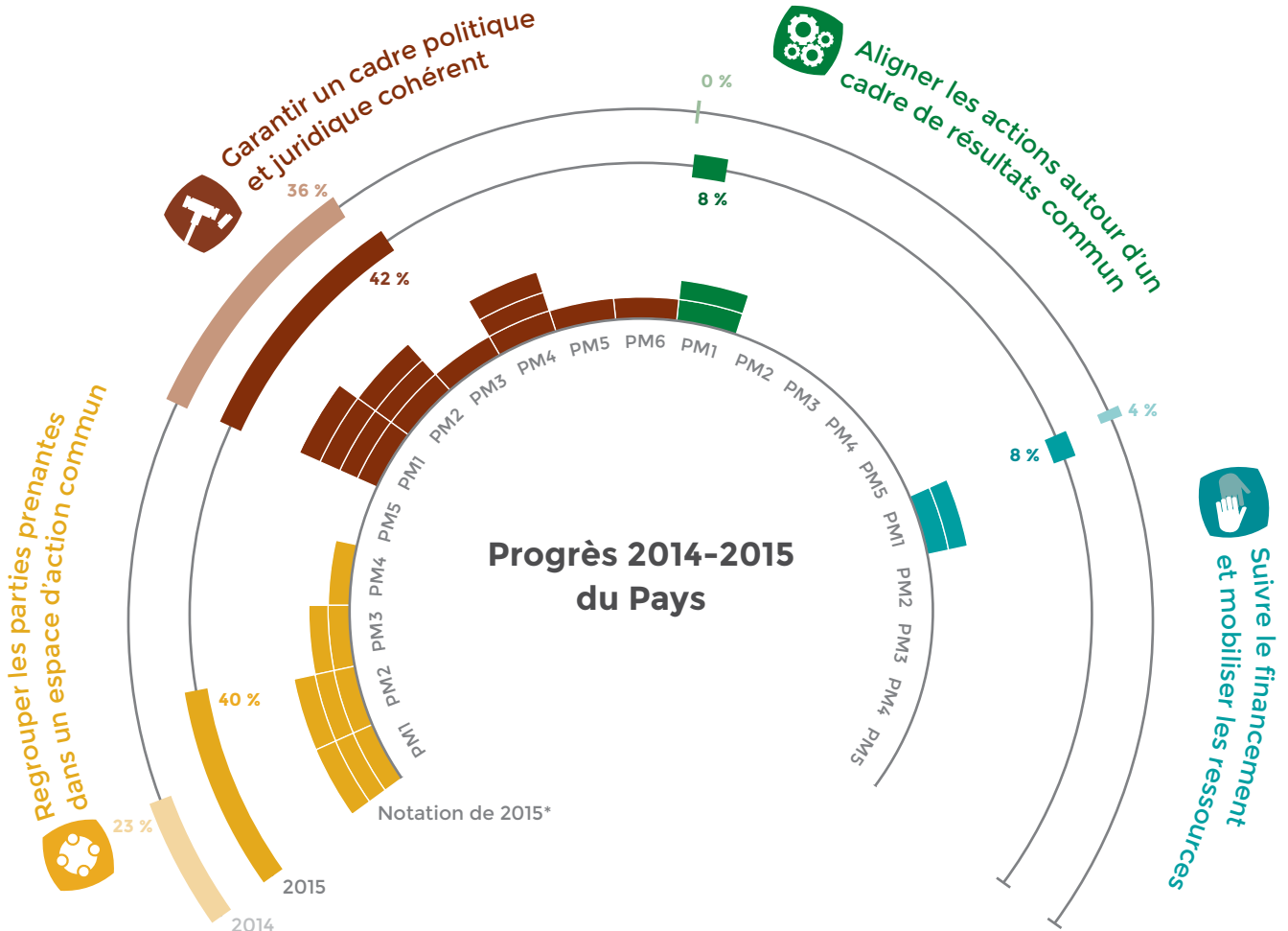
Objectif-cible de réduction du retard de croissance (U5 millions d'enfants souffrant de retard de croissance)

Prévalence initiale: 32,6 % Objectif de prévalence: 16,3 %



- Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans : **32,6 %**
- Faible poids à la naissance : **7,6 %**
- Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois : **20,4 %**
- Émaciation des enfants de moins de cinq ans : **5,8 %**
- Surpoids des enfants de moins de cinq ans : **6,5 %**
- Anémie des femmes entre 15-49 ans : **41,5 %**

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015



Au niveau national, la coordination se fait à différents niveaux, au sein du Comité Interministériel de lutte contre la malnutrition et des groupes de travail nutrition au niveau central et régional (4 Régions sont concernées : Extrême-Nord, Nord, Adamaoua et Est). Le groupe de travail nutrition se réunit mensuellement. La plateforme multiacteurs n'a pas encore de coordination à haut niveau. **Un Point focal stratégique Mouvement SUN qui pourrait être un représentant du Premier Ministre ou de la Présidence devrait être nommé.**

Le Comité Interministériel a été mis sur pied et est fonctionnel. La présidence est assurée par le Ministre Secrétaire Général des Services du Premier Ministre.

La plateforme de la société civile (OSC) présidée par Helen Keller International associe divers secteurs (santé, éducation, agriculture). **La cartographie des OSC et l'élaboration du**

plan d'action pour ce réseau sont en cours, de même que la redynamisation des activités des OSC, avec en perspective la légalisation, le lancement officiel de la plateforme.

Le Réseau des Nations-Unies pour le Mouvement SUN, sous le leadership de l'UNICEF, est fonctionnel. **Une invitation a été adressée aux autres agences (UNHCR, FIDA, UNFPSA).**

La Coopération française, représentant des donateurs, **travaille à la création d'une plateforme des donateurs.**

Un Réseau du secteur privé pour le Mouvement SUN a été lancé en 2014. Un cadre de concertation, un mécanisme de mise en œuvre et de suivi et un fond d'investissement pour la nutrition ont été créés.

Un réseau de parlementaires pour la lutte contre la malnutrition est également très actif.

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun



Le document d'orientation stratégique pour la lutte contre la malnutrition dans les régions du nord, extrême-nord, Adamaoua et de l'Est a été validé par le Comité Interministériel et intègre la nutrition dans les nouvelles stratégies du développement rural et de sécurité alimentaire, la santé, les pratiques d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH), la protection sociale, la promotion de la femme, les actions en milieu éducatif.

La nutrition est intégrée dans les plans d'action des agences des Nations-Unies mais de manière timide dans l'UNDAF.

Enfin, une caravane de sensibilisation des leaders traditionnels, des autorités administratives, et des parlementaires a eu lieu pour l'élaboration **d'un Plan d'Action Prioritaire 2015-2020 pour la lutte contre la malnutrition.** Il est admis que les efforts de mise en œuvre et de diffusion des politiques doivent être renforcés.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent



Le cadre commun de résultats n'est pas encore élaboré, cependant, le document d'orientation stratégique de lutte contre la malnutrition a identifié les domaines prioritaires sur lesquels l'accent sera mis pour obtenir des résultats probants.

Du point de vue des programmes, les interventions directes en matière de nutrition sont concentrées sur la « fenêtre d'opportunité » des 1000 premiers jours. Les activités sont

centrées sur les interventions essentielles concernant la nutrition, la lutte contre les carences en micronutriments grâce à une campagne de grande envergure sur l'enrichissement des aliments à large échelle et l'enrichissement à domicile à l'aide de poudre de micronutriments, la supplémentation en vitamine A, en fer et en acide folique ; la prise en charge de la malnutrition aiguë, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, le déparasitage ainsi que la nutrition maternelle.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun



La part du budget consacrée à la nutrition n'a pas évolué dans les administrations sectorielles. L'exercice de budgétisation a cependant démontré que les interventions indirectes occupent plus de 90% du budget des secteurs. Chez certains partenaires, on a noté une augmentation significative des ressources en 2014.

Le chiffrage du plan ne pourra intervenir qu'une fois le plan d'action multisectoriel achevé. Il n'existe pas actuellement de système de suivi des financements consentis pour les activités et programmes de nutrition. Il n'existe pas de ligne budgétaire spécifique à la nutrition. Cependant, le plaidoyer a permis d'inscrire dans le cadre des dépenses à moyen terme du Ministère de la Santé Publique une ligne budgétaire sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant.

Suivre le financement et mobiliser les ressources